

ANDREW BROWN

Analyste junior des politiques de l'environnement à l'OCDE

Lucia Sinapi-Thomas, directrice exécutive de Capgemini

Cela pose définitivement la question de l'impact de la réglementation. D'une part, nous voyons clairement que la réglementation crée une dynamique et que, de par son caractère obligatoire, elle encourage un changement des comportements. D'autre part, les politiques publiques peuvent également encourager l'utilisation d'une énergie particulière et plus généralement un changement des comportements par le biais de subventions. Quel regard portez-vous là-dessus à l'OCDE ?

Andrew Brown

Je pense que l'OCDE est un formidable forum qui permet aux pays membres d'échanger les bonnes pratiques et les enseignements tirés des politiques, d'explorer ce qui a fonctionné. Nous abordons la question sous trois angles. Premièrement, la solution miracle pour résoudre le problème de l'économie circulaire n'existe pas nécessairement. Nous envisageons plutôt une combinaison de politiques pour créer des incitations suffisamment efficaces pour que le choix durable ou écoresponsable soit le plus évident. Cela commence par une analyse du cycle de vie. Les produits ont des impacts environnementaux dès leur extraction, pendant leur utilisation et jusqu'à leur fin de vie, et si vous ne vous concentrez que sur un seul de ces aspects, vous ne verrez pas le tableau d'ensemble. Nous voyons également qu'il existe des opportunités et vous avez mentionné la réglementation. La réglementation doit avoir pour rôle d'interdire quelques-uns des éléments les plus manifestement dangereux des produits, de les retirer du marché pour s'assurer qu'ils ne soient pas source de problèmes. Il en va de même pour la conception. En effet, lorsque nous savons qu'une conception fait sens, cela peut jouer un rôle important. Ensuite, il y a les mécanismes basés sur les prix, comme les subventions ou les taxes, pour faire de ce choix écoresponsable le choix évident. À l'OCDE, nous étudions également la responsabilité élargie des producteurs depuis plus de 30 ans. Il s'agit de rendre les producteurs responsables du stade post consommation ou post-utilisation du cycle de vie afin de les inciter à faire de meilleurs choix de conception.

Nous avons également exploré un autre angle d'approche politique : la géographie. Selon moi, la première interaction du citoyen moyen avec l'économie circulaire intervient au niveau de sa commune, qui met souvent en place des systèmes de recyclage, donc cela commence à un niveau très local. Il existe cependant aussi des politiques au niveau national et international qui sont très importantes pour l'économie circulaire. Vous avez mentionné l'angle d'approche de la biodiversité et la réunion de la Convention sur la diversité biologique qui se tient cette semaine, sans oublier la réunion du Comité intergouvernemental de négociation, la semaine dernière, sur la pollution plastique. Il est donc essentiel d'avoir une approche

internationale. Concernant les plastiques, nous avons élaboré deux scénarios différents à partir de notre modèle macroéconomique et sommes parvenus à la conclusion que des politiques internationales sont nécessaires pour atteindre nos objectifs en matière de capture des déchets plastiques et de recyclage.

Pour terminer, j'évoquerai la question de l'équité qui, je pense, était absente des précédentes discussions sur la politique environnementale. Au niveau national, l'équité peut signifier répondre aux besoins de communautés précédemment mal desservies, nouer le contact avec elles et les impliquer dans le processus d'élaboration des politiques. Au niveau international également, lorsque nous concevons ces nouveaux systèmes économiques, nous devons nous assurer qu'ils sont équitables. S'ils ne sont pas équitables, ils ne sont pas vraiment durables. En matière de plastiques, nous pouvons citer l'exemple d'une étude de l'OCDE sur le coût de la capture de tous les déchets plastiques pour prévenir les rejets dans l'environnement. Dans les pays les moins avancés, nous avons constaté qu'une politique ambitieuse en matière d'économie circulaire, par opposition à une approche linéaire, permettait de réaliser des économies. Un système équitable à l'échelle internationale offre donc aussi des opportunités, si cette approche par ailleurs fait sens financièrement.

Lucia Sinapi-Thomas

Intéressant. Il s'agit d'une approche vraiment exhaustive du cycle, et je reviens donc vers nos amis des start-ups. Lorsque nous entendons à quel point vos solutions sont prometteuses, nous avons hâte qu'elles soient mises à l'échelle en termes de production et largement adoptées.